

Jeûne international pour l'abolition des armes nucléaires

Paris

6-9 août 2012

Jean-Marie Muller *



J'ai donc participé du 6 au 9 août au jeûne international « pour l'abolition des armes nucléaires et le souvenir des victimes des bombardements nucléaires de Hiroshima et Nagasaki » qui s'est tenu à Paris au Mur pour la Paix sur le Champ de Mars entre l'École militaire et la Tour Eiffel. (J'avais participé au premier jeûne organisé à Taverny en 1982

par les Artisans de paix, avec notamment Théodore Monod et Paul Virilio, mais c'était ma seule participation.) Ce jeûne était organisé par trois organisations : la Maison de Vigilance, le réseau Sortir du nucléaire et Armes nucléaires Stop.

Je dois avouer que, dans un premier temps, j'ai hésité à participer à ce jeûne. Le dépliant présentant cette action précisait : « La présence des jeûneurs et de leurs soutiens rappellera à l'opinion publique le message fort : **Abolir les armes nucléaires, nous le devons, nous le pouvons !** » Or, en toute honnêteté, il m'est difficile de souscrire entièrement au volontarisme affiché par ce slogan. Je n'ai aucun doute sur notre « devoir », mais j'avoue en avoir plusieurs sur notre « pouvoir » concernant l'abolition *mondiale* des armes nucléaires. Je ne suis pas convaincu par l'optimisme de ceux qui m'assurent qu'il ne faut pas « partir perdant » et qu'il « faut y croire ! ». Car je ne pense pas que ce soit une affaire de « croyance ». C'est une affaire de discernement, une affaire de pensée et mon analyse de la situation internationale me conduit à penser que l'abolition mondiale des armes nucléaires n'est pas possible dans un avenir prévisible. Slogan pour slogan, en tant que citoyen français, je préfère celui-ci : « **Abolir les armes nucléaires françaises, nous le devons, nous le pouvons** ». Alors, je n'ai plus aucun doute ni sur notre « devoir », ni sur notre « pouvoir ».

Ce qui m'a décidé à rejoindre les organisateurs de ce jeûne, c'est qu'eux-mêmes avaient écrit sur le même dépliant : « Nous demandons que la France élimine ses armes nucléaires. » Certes, cette demande était écrite discrètement en noir, alors que la demande de l'abolition mondiale l'était en grosses lettres rouges. Mais enfin c'est écrit, et ce qui est écrit est écrit... En fin de compte, pensant précisément que la meilleure contribution que le citoyen français que je suis peut apporter à l'abolition mondiale des armes nucléaires est précisément de demander « que la France élimine ses armes nucléaires », je me suis convaincu que non seulement je n'avais aucune raison de refuser de venir jeûner, mais qu'en définitive j'en avais l'obligation... Je suis venu en voulant observer la même discrétion que celle avec laquelle avait été évoquée la demande du désarmement unilatéral de la France... Une fois n'est pas coutume, c'est silencieusement que je voulais porter la parole du MAN... Je voulais seulement être présent. Au demeurant, j'ai eu de nombreuses conversations avec les participants au cours desquels nous avons pu

échanger nos raisons personnelles de participer à ce jeûne et ce fut très instructif. À travers la présence de six de ses membres, le MAN ne s'est pas affiché, mais il a été visible bien que nous ayons pris soin de ne jamais former une groupe « à part ». Plus personne ne pourra nous suspecter de dénigrer l'abolition mondiale des armes nucléaires et, ceci étant, plus personne ne pourra nous reprocher de vouloir d'abord l'abolition française des armes nucléaires...

Pendant ces quatre jours, nous avons vécu ensemble 24 heures sur 24 dans la plus grande convivialité, la plus grande cordialité, je dirais même dans la plus grande amitié... C'est littéralement main dans la main que nous avons manifesté ensemble dans les rues de Paris pour affirmer notre opposition irréductible au crime contre l'humanité que représente la menace des armes nucléaires.

Lors du « cercle de bilan du jeûne », j'ai voulu dire que, pour ma part, j'estimais que ce bilan était très positif et que je pensais qu'il était très important que nous ayons participé tous ensemble à cette action « au-delà de nos différences d'analyse ». Certes, notre jeûne n'efface pas nos désaccords et il nous faudra poursuivre notre dialogue en toute clarté sans taire nos différences d'approche concernant les modalités du désarmement nucléaire, mais il est essentiel que nous ayons pu ensemble exprimer publiquement notre commune conviction. J'ai précisé que, certes, je pourrais formuler des critiques, mais je n'en avais nulle envie et j'estimais que ce n'était pas le moment de le faire. Mon intervention a fait dire à Dominique Lalanne, lors de son intervention à la rupture du jeûne à la mairie du 2^{ème} Arrondissement de Paris, que j'avais dit que ce jeûne était « une réussite à 100 % », avant de préciser que pour lui il était « une réussite à 200 % ». Je n'ai pas voulu corriger Dominique pour lui signifier qu'il allait quelque peu au-delà de ma pensée, que je me contentais d'une « réussite à 99 % » - et, encore, ce chiffre est certainement au-dessus de la réalité...-, et que, probablement, il avait lui-même été au-delà de sa pensée en affirmant « une réussite à 200 % ». L'essentiel était que nous soyons bien d'accord pour dire ensemble que ce jeûne était une réussite...



J'ai précisé également que le hasard avait bien fait les choses : le premier jour, lors de la Cérémonie de commémoration du bombardement de Hiroshima, au dernier moment, on m'a proposé de tenir la banderole portant la traduction française de l'expression internationale « *abolition of nuclear weapons* » et que j'en étais particulièrement content, étant moi-même français... J'ai rappelé alors la mention sur le dépliant de présentation de la mention « Nous demandons que la France élimine ses armes nucléaires », en avouant qu'avant le jeûne, je n'étais pas sûr de bien comprendre le sens que les organisateurs donnaient à cette expression et que je ne le comprenais pas mieux après le jeûne... Mais, somme toute, cela n'enlevait rien à mon appréciation positive de notre action... Certes aucune banderole ne portait cette demande et j'aurais souhaité une telle inscription qui aurait donné une autre dimension à notre manifestation. Je ne peux me déprendre de l'idée que demander dans toutes les langues l'abolition des armes nucléaires n'est qu'une contestation indirecte, et donc affaiblie, de la dissuasion française et qu'après-tout l'État français peut s'en accommoder... Le Président de la République française peut très bien, à l'instar de Barak Obama (discours de Prague du 6 avril 1909), rêver d'un « monde sans armes nucléaires » et continuer à dépenser des milliards pour maintenir et moderniser ses propres armes nucléaires. Mais je n'ai pas été déçu car je savais bien qu'il

en serait ainsi... Au demeurant, tous les dépliants, traduits dans de nombreuses langues, qui ont été distribués pendant les quatre jours de l'action portaient bien cette mention. Ce qui signifie que nous avons tous jeûné pour « demander que la France élimine ses armes nucléaires » et que c'est bien ce qu'ont dû comprendre ceux qui ont lu attentivement les dépliants...

Ce jeûne fut un « jeûne-action », c'est-à-dire que nous ne nous sommes pas contentés de jeûner, mais que nous sommes descendus dans la rue, nous avons occupé la place publique pour aller à la rencontre des passants.

Dans la matinée du 7, nous sommes allé manifester sur la place Beaubourg avec pancartes et banderoles. Pour ma part, j'étais habillé en missile. Cette manifestation n'étant pas autorisée, elle était donc interdite. Inévitablement, des policiers en civils sont venus nous intimer gentiment l'ordre d'arrêter notre manifestation et de prendre le métro. Nous avons bien sûr refusé d'obtempérer et finalement les policiers se sont résignés à nous accompagner non moins gentiment. Nous nous sommes alors déplacés vers la place de l'Hôtel de Ville puis sur la place de la cathédrale Notre Dame, l'une et l'autre étant pleines de monde. Il est à noter que celles et ceux qui réagissaient à notre présence le faisaient le plus souvent de manière positive et cela se confirmera tout au long des quatre jours.

Dans la matinée du 8, une action directe était prévue devant le ministère de la défense afin d'obtenir la réponse à la lettre qui avait été envoyée au ministre pour lui demander un rendez-vous et à laquelle il n'avait pas répondu. Un petit groupe devait s'enchaîner aux grilles du ministère. Mais, comme il fallait s'y attendre, il fut rapidement repéré et il a dû renoncer à passer à l'action. Ils ont alors mis en œuvre le plan B qui prévoyait une action devant le siège du PS où ils ont obtenu une entrevue. Pendant ce temps, un grand groupe se dirigeait vers le même ministère afin d'apporter son soutien au premier groupe. Mais, là encore, nous fûmes repérés et des CRS vinrent nous entourer sur le trottoir en nous retenant prisonniers pendant plus de 2 heures. Un commissaire de police vint parlementer avec nous. D'autres policiers en civil vinrent nous rejoindre, mais, ne les ayant pas identifiés, les CRS voulurent les empêcher de franchir le cordon qu'ils avaient formé. Je leur signalai que ces messieurs n'étaient pas des nôtres. « Qu'est-ce que vous en savez ? » me répondirent-ils... Et ils me demandèrent ma carte d'identité... Me voilà

donc fiché une fois de plus... Si une délégation était reçue, les organisateurs eurent la prévenance de proposer qu'un représentant du MAN en fasse partie. Finalement, le commissaire nous laissa le choix entre deux options : ou bien nous reprenions le métro, ou bien nous étions invités à aller passer quelques heures dans un commissariat. Dans la logique de l'action directe non-violente, nous aurions dû accepter l'invitation. D'une part, cela nous aurait fait plaisir et, d'autre part, cela aurait rendu notre action plus visible et plus significative auprès de l'opinion publique. Mais cela compromettrait la suite de notre programme et nous décidâmes à la grande majorité de reprendre le métro. C'était quelque peu frustrant, mais c'était raisonnable...

Dans l'après-midi du 8, nous sommes allés faire un « die-in » sous la Tour Eiffel. « *Die* » signifie mourir en anglais et il s'agit de s'allonger sur le sol en faisant le mort. Nous voulions ainsi faire mémoire des victimes de Hiroshima et de Nagasaki et pré-voir les futures victimes d'un possible emploi d'armes nucléaires. Cette manifestation prenait tout son sens alors qu'elle se déroulait au cœur même de Paris et donc, en quelque sorte au cœur même de la France. Elle était également illégale, mais il y avait beaucoup de monde qui nous entouraient et il était impensable que les forces de police osent venir nous dé-ranger. Tout se passa pour le mieux sous les yeux d'un grand public.

Dans la soirée, entre 20h 30 et 21h 30, en accord avec les organisateurs, un « test de rue » fut coordonné par les amis du MAN Paris venus nous rejoindre. Une vingtaine de « questionneurs » posèrent deux questions aux « interrogés ». 1) Êtes-vous pour ou contre le maintien de la dissuasion nucléaire française ? 2) Êtes-vous favorable à l'organisation d'une consultation des Français de type référendum sur l'avenir de la dissuasion française ? 210 personnes furent interrogées. Le résultat est encourageant : plus de 60 % se déclarèrent « plutôt contre » le maintien de la dissuasion nucléaire française et 90 % répondirent qu'ils étaient favorables à l'organisation d'une consultation citoyenne.

Le même jour, vers 20h 30, nous avons rendez-vous place Stalingrad pour une marche aux flambeaux le long du canal Saint Martin. Aussitôt arrivés, des CRS vinrent nous demander de manière très courtoise si nous avions l'autorisation de manifester. Devant notre réponse négative, ils s'en référèrent à leurs supérieurs et finalement l'ordre nous

fut donner de ne pas manifester. Bien sûr, nous décidâmes de passer outre et nous avons défilé tranquillement sur le quai du canal Saint Martin.

Le 9 août, lors de la Commémoration du bombardement de Nagasaki, je portais une longue cape noire et un masque blanc. J'étais donc invisible et cela me convenait parfaitement... Les victimes des armes nucléaires seront anonymes...

* Porte-parole du Mouvement pour une Alternative Non-violente
(MAN : www.nonviolence.fr)